



Début octobre, une manifestation anti-ICE était organisée devant les locaux de l'agence fédérale. JOHN YOUNG/VTDIGGER

À Williston, le QG secret de l'ICE démasqué

SUR LA ROUTE DES MIDTERMS (2/5) La police de l'immigration a établi son centre nerveux dans le Vermont, dont Bernie Sanders est le sénateur. Des citoyens tentent de perturber son fonctionnement.

Williston (Vermont), envoyé spécial.

C'est un immeuble de briques rouges qui se fond dans le décor d'une zone industrielle et commerciale anonyme de Williston. Un établissement bancaire d'un côté. Une crèche privée de l'autre. Un restaurant de viandes, un peu plus loin. Sur le parking, son lot de SUV et voitures banales. Des salariés lambda en sortent pour pénétrer dans leurs bureaux. Derrière l'ennui de cette scène se cache une autre réalité, que nous dévoile Julie Macuga : *« Ici, on reçoit des appels des 50 États de ceux qui veulent dénoncer des personnes qu'ils estiment être en situation irrégulière. »* Un peu plus loin, entre une clinique et une salle de sport, se trouve le National Criminal Analysis Targeting Center, *« une sorte de quartier général secret de l'ICE pour tout le pays »*, décrypte la militante.

Le centre nerveux de la chasse aux migrants lancée par Donald Trump se trouve donc dans une ville de 10 000 habitants d'un des États les moins peuplés (650 000 habitants) et les plus blancs du pays, dans un environnement politique, qui plus est, marqué par la force du progressisme local. À quelques kilomètres se trouve Burlington, principale ville du Vermont dont Bernie Sanders a été le maire dans les années 1980 avant de devenir député et sénateur.

Depuis que le fait est connu, des manifestants viennent perturber le bon déroulement de l'appareil de surveillance. Le 24 juillet, ils bloquent, dès l'aube, les entrées du building. Treize personnes, dont un mineur, sont interpellées par la police pour violation de la sacro-sainte propriété privée. La procureure locale refuse pourtant de les poursuivre. Coup de théâtre fin septembre, la procureure générale de l'État, Charity Clark, pourtant élue sous l'étiquette démocrate, décide de reprendre l'affaire et d'inculper officiellement les manifestants.

RAIDS DANS LES FERMES LAITIÈRES

Nikhil Goyal, candidat pour un siège de sénateur à l'assemblée locale, partage avec *l'Humanité* son effarement : *« C'est consternant, cela va à l'encontre des valeurs du Vermont et de la justice. Il s'agit d'une répression draconienne qui a aussi ouvert les portes à l'administration Trump. »* Quelques jours plus tard, des poursuites fédérales étaient en effet engagées contre cinq participants, âgés de 22 à 80 ans. Là, c'est la députée démocrate Becca Balint qui nous dit sa colère : *« C'est une tentative d'intimidation et de brutalisation afin de réduire au silence les voix de la résistance. Mais on continuera de défendre nos voisins, nos salariés agricoles. Au Vermont, on n'aime pas qu'une agence fédérale soit transformée en troupe paramilitaire. »*

L'ICE ne s'est pas contentée de faire de Williston sa capitale secrète, l'agence a également déployé ses équipes dans les petites routes sinueuses de la campagne vermontaise. *« Au cours des deux dernières années, nous avons constaté une multiplication par dix du nombre de détentions de migrants dans l'État »*, relate Will Lambek, cheville ouvrière de l'association Migrant Justice. En 2025, des raids ont été lancés dans les fermes laitières, poumon économique de la ruralité. Des contrôles routiers inopinés font le reste. Conséquence : les salariés agricoles ne sortent plus de l'exploitation et se retrouvent encore plus isolés face aux abus de toute nature. Il pointe cependant un paradoxe : *« S'il y a plus d'expulsions, il y a également plus de gens qui viennent. Et le nombre de travailleurs sans papiers a augmenté. »* Quel est donc le sens de cette chasse finalement contre-productive ? *« Politiquement, cela permet de donner un os à ronger à la base,* décrypte le militant. *Économiquement, il s'agit de maintenir une main-d'œuvre assujettie, composée de personnes privées de leurs droits et tellement effrayées par la violence de l'État – notamment la détention et l'expulsion – qu'elles ne sont pas en mesure de défendre leurs intérêts. »*

Cristian Santos, lui, a décidé de ne pas se laisser intimider. Avec Migrant Justice, il a manifesté le 15 octobre aux portes d'un magasin de la chaîne Hannaford, qui ne paie pas le juste prix pour le lait et se moque des conditions de travail dans l'industrie. Le jeune salarié originaire du Mexique est également acteur d'un programme – « Du lait avec dignité » – développé par l'association qui a permis, grâce à un partenariat avec certaines entreprises dont les glaces Ben & Jerry's, à des centaines de salariés, presque exclusivement des migrants, de voir leurs salaires augmenter et leurs conditions de travail s'améliorer. Pour lui, c'est aussi un pied de nez à *« la migra »* (l'ICE) : *« On n'a pas peur. »* ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX